

NOUVELLE STRUCTURE DE FLUX COMMERCIAUX DANS LA FILIERE BETAIL VIANDE AU SENEGAL

Introduction :

Le recours au tableau de bord permet de faire un survol de la filière bovine au Sénégal en prenant un exemple représentatif : l'axe Dahra-Dakar. Dahra est le principal foirail de regroupement situé en pleine zone sylvo-pastorale et fournissant plus de 60% du bétail destiné à l'abattage ; Dakar étant le principal centre de consommation de viande. Le tableau de bord est un outil d'analyse qui met en relation des politiques conçues par le planificateur et les résultats obtenus à la fin des échéances fixées. Afin de parvenir à un tableau de bord, nous avons découpé la période post indépendance en quatre décennies.

La décennie 1960-70 a été volontairement tronquée à cause de la non disponibilité de données; c'est pourquoi la première période commence en 1965. Ce fut une époque marquée par des actions d'envergure en santé animale : lutte contre les grandes épizooties (pestes et péripneumonie bovine) et en hydraulique pastorale. Ainsi 44 forages sont venus rendre plus accueillante la Zone Sylvo-pastorale et les grands fléaux dont souffrait l'élevage ont été jugulés. Cela se traduit par un croît relativement élevé du troupeau (4,5 %) et un niveau relativement important de l'offre en viande per capita : 21,5 kg par tête d'habitant. Vers la fin de cette période les importations de viande atteignirent 21 000 tonnes et provenaient essentiellement de Mauritanie. Des abattoirs modernes ont été construits permettant des conditions de transformation de la viande plus hygiéniques.

La décennie suivante fut marquée par les grandes sécheresses de 1972-73, qui se manifestèrent par une baisse importante du cheptel sénégalais (mortalité estimée à plus de 25 % du troupeau national). La conséquence immédiate fut la chute continue de la consommation de viande per capita qui tomba au niveau de 13 kg. On rapporta une baisse de l'offre de viande de 31 %, une instabilité de l'offre) et des hausses des prix malgré leur administration par l'Etat. Les prix passèrent d'une période à l'autre (1969 et 1973) de 200 à 450 francs CFA le kg.

La décennie 1981-90, fut celle de la libéralisation des prix, de la mise en place du crédit agricole au bénéfice du monde rural et de la nouvelle politique agricole. Le véritable ennemi de l'élevage sénégalais persistait et signait par les noms de la gestion des ressources pastorales et la sécheresse, l'offre de viande per capita tomba à 9,4 kg. Les prix passèrent de 450 à 850 francs CFA le kg.

La décennie que nous vivons a été l'occasion d'un enrichissement des stratégies. Unaniment, on a reconnu que la gestion des ressources naturelles est incontournable quel que soit le paradigme. Cependant et malgré cet enrichissement, les tendances indiquent une baisse de l'offre per capita, la détérioration des infrastructures, la hausse des prix qui gravitent entre 1300 et 1500 f le kg pour atteindre en période d'offre limitée 2200f.

Pour diverses raisons, que nous essaierons d'élucider plus loin, depuis la dévaluation du franc CFA en 1994, le Sénégal a attiré du bétail malien et mauritanien pour des motifs d'échange. En effet de 1960 à 1970 la principale zone d'approvisionnement par importation en bétail sur pied était la Mauritanie. Ces importations sous régionales représentaient alors moins 20% de l'offre ; Durant

les années 1970 à 80 elles baissèrent pour ne représenter que moins de 5% de l'offre de bétail destiné à l'abattage. Ces proportions se sont alors maintenues durant les années 80 malgré la libéralisation de l'économie sénégalaise et les évènements tragiques sénégal-mauritanien de 1987. entre 1990 et en 2003, surviennent deux évènements importants d'un point de vue macro-économique et historique : à savoir la dévaluation du franc CFA et la crise identitaire ivoirienne.

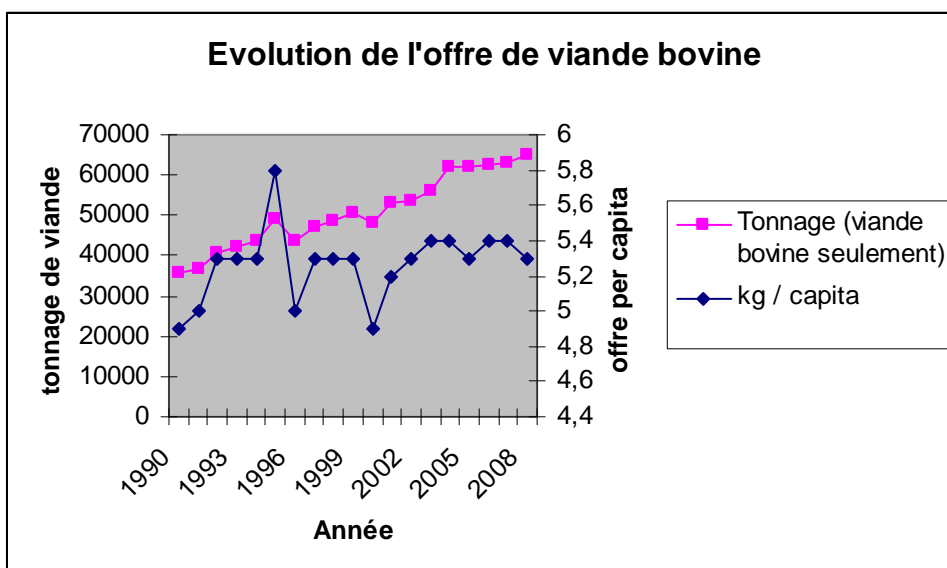
Tendances et destinations des productions pastorales

La ZSP abrite une bonne partie du cheptel sénégalais et contribue à plus de 60 % de l'offre pour satisfaire la consommation de viande. Durant les 35 dernières années, la production nationale de viande est passée de 73 000 tonnes à 110 000 tonnes, soit une progression annuelle de 740 tonnes ou de 1,01%. Pendant que cette évolution se faisait en dents de scie, les effectifs exprimés en unités bovines tropicales (ubt) sont passés de 344.396 à 753.398 ; soit une progression annuelle de 12 029 unités ou 2,26% contre 2,8% de croissance démographique. On constate que l'évolution de la production de viande sur pied a été plus rapide que celle de l'offre de viande ; ceci a été possible à cause d'une tendance forte à la capitalisation en bétail justifiée par les stratégies des pasteurs de gestion du risque, les fonctions d'épargne et sociales du bétail.

Tendances de l'offre per capita de viande

L'évolution de l'offre per capita de viande qui est un indicateur de performance et de contribution à l'effort de développement, est assez alarmante. Cette offre est passée de 21 à 11,5 kg de 1960 à 1995. Tandis que de 1960 à 2005 les prix au consommateur de la viande sont passés de 275 francs le kg à 1 700 francs CFA à Dakar.

Graphe 1 : Evolution de l'offre contrôlée per capita de viande bovine



Source : rapports de la Direction de l'Elevage.

Depuis les années 1960, la production de viande a progressé moins vite que la croissance démographique et arrive à peine à satisfaire la demande solvable. Le niveau d'offre de viande par tête d'habitant a baissé passant de 21,5 kg en 1960 à 13 kg en 1974, 9,5 kg en 1985 pour se

stabiliser entre 10 et 11 kg à partir de 1992. Elle a connu une augmentation entre 2000 et 2005. En effet en 2000 la consommation de viande par tête a atteint 12,8 kg puis est passée à 13,9 kg en 2005. Malgré cette légère hausse les besoins du pays en produits carnés ne sont pas atteints. Pour la satisfaction de la consommation le pays a recouru à des importations.

La production locale de viande

La production locale de viande demeure insuffisante pour couvrir les besoins annuels de consommation des sénégalais. En 2005, la production locale de viande contrôlée s'élevait à 34 614 tonnes comprenant de la viande bovine pour 81%, de la viande ovine pour 12% et de la viande caprine pour 7%. Elle représente 41% de la production totale de viande estimée, sans la volaille. Ainsi la production locale de viande estimée se chiffrait à 114260 tonnes dont 75445 tonnes de viande rouge et 38 815 tonnes de viande blanche (DIREL, 2005).

Les importations de viande et d'abats

Au Sénégal, la forte croissance démographique entraîne une augmentation de la consommation de viande surtout des villes à l'instar de Dakar. Devant cette situation le pays a recours aux importations de viande et d'abats pour combler le déficit. Ainsi de 2000 à 2007 les importations contrôlées de viande sont passées de 3141 à 21750 tonnes (DIREL, 2008). Ce qui montre une progression des importations. Ceci ne prend pas en compte les importations de bovins sur pieds qui atteignent un pic de 35% en fin de saison des pluies.

Tableau 1 : Evolution du disponible annuel en viande et abats (en tonnes)

Année	Production locale	Importation	Disponible	Part importation	Kg/hbt
2000	118 307	3 141	121 448	2,6%	12,8
2001	124 161	5 324	129 484	4,1%	13,3
2002	119 933	9 960	129 893	7,7%	13
2003	118 047	14 924	132 970	11,2%	12,9
2004	118 948	17 613	136 561	12,9%	12,9
2005	131 275	19 692	150 967	13%	13,9
2007	131750	25750	157500	16,35	14

Source : DIREL, 2008

La disponibilité en viande est faible malgré une croissance continue des importations qui ont évoluées de 2,6% à plus de 16%. La consommation par habitant n'a presque pas évolué durant cette même période. Elle est passée de 12,8 kg en 2000 à 13,9 kg en 2005, soit une augmentation de 1100 kg pour se stabiliser à 14 % en 2007.

Analyse des causes de variations des flux

Tirés d'une étude sur les facteurs influençant le déstockage, les constats suivants ont été faits :

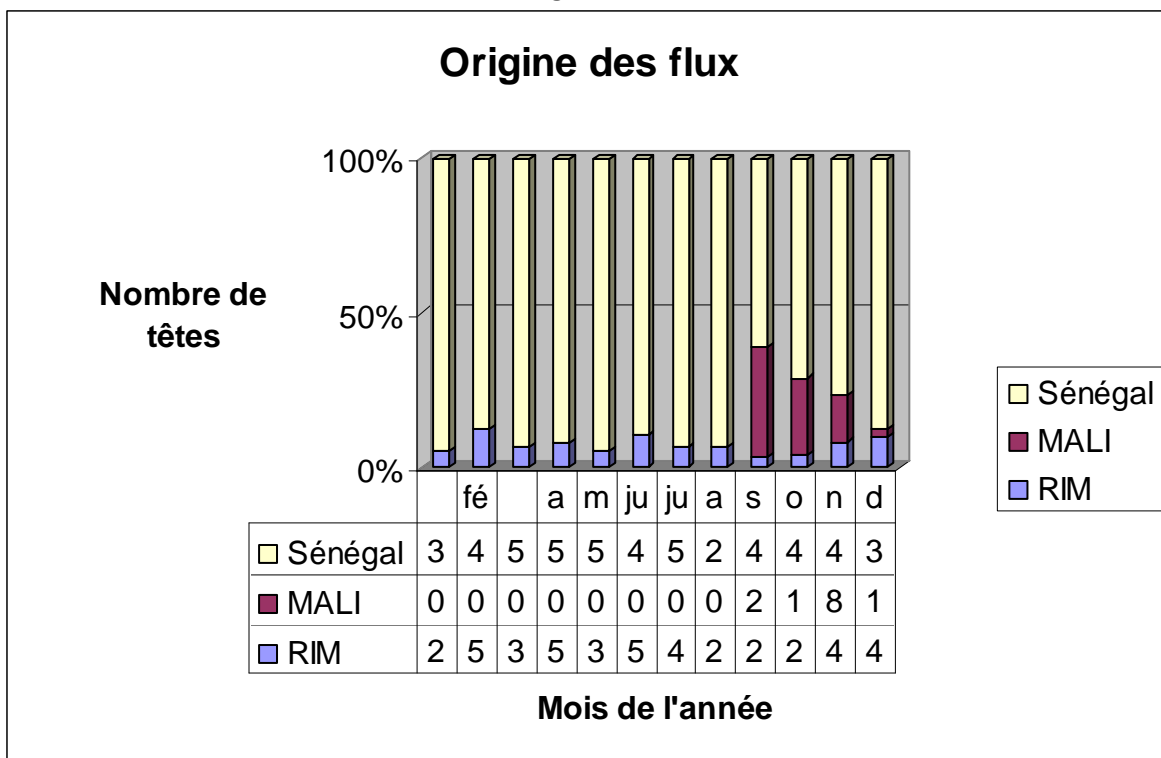
- Les systèmes pastoraux et agro-pastoraux sont les principaux supports de la production de viande et leur déficience est supplée par les importations d'animaux sur pieds ou de viandes.
- Chaque système a sa logique propre qui est fortement influencée par son attachement traditionnelle et les buts familiaux qui lui sont assignés.

- Tout traditionnels qu'ils soient ces systèmes sont sous influence de facteurs exogènes : pluviométrie, eau, faux de brousse, prix, risques, etc.
- Le système se perpétue grâce à une stratégie séculaire de production/reproduction où les besoins de production et de consommation priment sur le reste.
- Ces systèmes d'élevage sont plus complexes à analyser à cause du fait que le produit (bétail) est aussi un facteur vivant de production offrant des opportunités multiples.
- Ces opportunités peuvent être conflictuelles : pour avoir des liquidités il faut sacrifier les possibilités d'épargne qu'offre le bétail et vice versa.
- L'enclavement, l'absence de services et de facilités font que les besoins en liquidités des ménages sont limités.
- Le rôle social et culturel du bétail est déterminant dans l'analyse de comportements traditionnels face aux marchés et aux opportunités.
- Les distorsions que représentent principalement les tarifs d'eau subventionnés ralentissent le rythme de déstockage.
 - Les flux commerciaux avant et après la dévaluation montrent peu de réaction positive, aux incitations par le prix, de la production locale en répondre aux besoins du marché sénégalais laissant un vide comblé par les importations sous régionales en bétail sur pieds et de viandes rouges et abats du Brésil. Contrairement aux résultats d'une analyse des effets de la dévaluation sur les revenus des producteurs qui sont positifs, l'offre fait un bond les deux premières années et se stabilise aussitôt. Par contre les importations de zébus maures et maliens font un bond 6% à 15% de l'offre de bovins destinés à l'abattage à certaines périodes de l'année.
 - Cet essor des importations a attiré les douaniers qui fréquentent maintenant assidûment le foirail de Dahra pour prélever des droits de portes qui paraissent aux yeux des non experts injustifiés. Ils rétorquent souvent que la Mauritanie n'a pas signé les conventions et protocoles devant lui ouvrir le marché sénégalais ; elle n'est pas aussi membre de la CEDEAO.
 - On peut s'appuyer sur ces évidences pour dire que les flux sous régionaux ont largement contribué à stabiliser les prix de la viande au Sénégal. En effet au lendemain de la dévaluation le prix de la viande au détail à Bamako était égal en terme absolu à celui de la zone de production située à Dahra : 1200 f le kg. Plus de douze ans après Dahra affiche toujours des prix au kg gravitant entre 1200 et 1500 avec une qualité largement améliorée.
 - Les flux sont aussi caractérisée par une saisonnalité de l'offre constante se traduisant entre juin et juillet par des prix gravitant entre 2000 et 2200f le kg annonçant une fausse alerte qui s'estompe dès que l'hivernage s'installe permettant au cheptel affaibli de reprendre des forces. L'offre a été transitoirement coupée de sa demande parce que le bétail n'a pas la force de supporter les convoys vers les zones de consommation. En ce moment aussi se raréfient les importations de bétail mais arrivent les viandes surgelées provenant du Brésil.
 - La saisonnalité de la demande affecte plutôt les flux en terme de qualité ; cette saisonnalité se superpose aux événements religieux musulmans qui lui confère une allure mobile car arrimée au calendrier lunaire. Ce segment de marché est

- Jusqu'ici l'influence des politiques macro-économiques et sectorielles sur les flux est difficile à apprécier. Certains les considèrent comme neutres sur l'offre locale. En effet au lieu d'influencer les coûts de production en les tirant vers le haut, permettant ainsi de déstocker du bétail pour faire face aux coûts de production, elles affectent la capitalisation en bétail au détriment du déstockage immédiat.
- A l'opposé les aléas climatiques, augmentant les risques simulent un coût élevé de garder du bétail une période supplémentaire, entraînent un déstockage plus massif afin de se départir du bétail supposé incapable de traverser la période difficile. Le déstockage semble ainsi plus influencé par les aléas que par l'incitation par les prix.

Influences des crises sur les flux

Dans le cas particulier du Sénégal, on peut dire sans risque de se tromper, que la crise sénégal-mauritanienne se serait traduite par une hausse généralisée des prix de la viande peut être suivie de pénurie saisonnière, si elle était survenue après la dévaluation du franc CFA. On peut en dire de même, tout en nuancant que la crise ivoirienne a détourné les flux bovins maliens vers la destination Sénégal.



Ces deux types de flux exogènes ont tendance à stabiliser l'offre comme l'indique la figure ci-dessous. Les flux mauritaniens sont plus étalés ; tandis que ceux maliens arrivent entre août et novembre représentent un pourcentage non négligeable de l'offre. Ces flux ont donc tendance à agir sur les prix en les tirant vers le bas. En effet, à l'origine de l'intervention de la douane au niveau de Dahra, se trouve la dénonciation par les éleveurs

nationaux. On remarquera que les flux maliens sont saisonniers et calent bien une offre nationale diminuant sous les effets de l'installation plus tardive de l'hivernage au nord du Sénégal.

La gestion des flux, revenus indirects et taxes

L'ensemble de 7500 têtes ayant fait l'objet de transactions mensuelles sont gérées par les tefanke qui est l'intermédiaire incontournable du commerce du bétail. En récompense de leur dévouement ils perçoivent 3000f par tête de l'acheteur et autant du vendeur : ce qui lui fait un revenu de 6000f par tête. En contrepartie ils sont supposés être garants du caractère licite de la marchandise, ils fournissent couchette et repas au Dioula (commerçant du bétail). A côté la municipalité perçoit 500 f par tête comme taxe de foirail. Ces transactions ne sont pas écrites et ne font l'objet d'aucun acte commercial (facture).

Les modalités de paiements de transactions et sécurisation des flux

Ces actes commerciaux deviennent importants à comptabiliser quand ils sont sanctionnés par une vente à crédit (10 à 20% des transactions) qui est sources de contentieux greffant le volume des liquidités en circulations. Par ce biais, elles introduisent une certaine dose de risques de défauts et retards de paiements. Quand il s'y ajoute que le débiteur peut s'évanouir dans la nature, on commence à mesurer l'ampleur des risques et le manque de sérieux dans leur gestion.

Conclusion

- Il est révélé que les flux nationaux, à eux seuls, ne suffisent pour assurer une offre de bétail destiné à l'abattage assurant des prix stables tout le long de l'année.
- Les motifs de la non réponse de l'offre aux prient trouvent leur fondements dans les fonctions du bétail autres que celles de générer des liquidités (mariage, pèlerinage, héritage) et dans les objectifs intertemporels (capitalisation en bétail) .
- La libre circulation des biens est souvent piétinée surtout en milieu non averti des lois et règlements en vigueur.
- La gestion des flux constitue une source stable d'emplois et de revenus pour les collectivités locales et les tefanke.
- Le manque de transparence, d'actes commerciaux et de garanties crée des risques surajoutés.
- Ces risques entraînent des pertes de liquidités là où on n'en a pas assez.